

**Fourniture de prestations d'assistance relatives à
l'urbanisation, l'architecture applicative et la sécurité du
système d'information de la DGFIP**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Numéro de consultation : DGFIP-DRS-2500030 du 07/11/2025

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

Table des matières

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ.....	4
Article 2 - ALLOTISSEMENT.....	4
Article 3 - PROCEDURE DE PASSATION.....	4
Article 4 - FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ.....	4
Article 5 - PRISE D'EFFET ET DUREE DU MARCHÉ.....	4
Article 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
Article 7 - LIEU D'EXECUTION.....	5
Article 8 - GESTION DES INTERVENANTS.....	5
8.1 Conduite des prestations.....	5
8.2 Encadrement du personnel intervenant.....	6
8.3 Documents relatifs aux intervenants.....	6
8.4 Récusation du personnel du titulaire.....	7
Article 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
9.1 Délais et lieu d'exécution des prestations.....	7
9.2 Emission des bons de commande.....	7
9.3 Modalités de commande "en cascade".....	8
9.4 Désignation d'un responsable du marché.....	9
9.5 Bénéficiaires du marché.....	9
9.6 Obligations du titulaire.....	9
9.7 Responsabilité du titulaire.....	10
Article 10 - CLAUSES D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE.....	10
10.1 Les publics visés.....	10
10.2 – Objectif d’insertion.....	11
10.3 – Les modalités de mise en œuvre des actions d’insertion.....	11
10.4 – Le dispositif d’accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales.....	12
10.5 Les modalités de contrôle de l’action d’insertion.....	12
10.6 - Pénalités pour non-respect de l’engagement d’insertion par l’activité économique.....	13
Article 11 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	13
11.1 Opérations de vérification.....	13
11.2 Décision après vérifications.....	13
Article 12 - PÉNALITÉS.....	14
12.1 Pénalités pour retard dans le démarrage et/ou l'exécution des prestations.....	14
12.2 Pénalité pour non respect des niveaux de service.....	14
12.3 Plafonnement, cumul et compensation des pénalités.....	14
Article 13 - REGIME FINANCIER.....	14
13.1 Forme et contenu des prix.....	14
13.2 Application des taux de remise pour productivité.....	15
13.3 Avances.....	15
13.4 Acomptes.....	15
13.5 Modalités financières.....	15
Article 14 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	17
14.1 Propriété des résultats découlant de la réalisation des prestations.....	17
Article 15 - DROITS CONCEDES A LA PERSONNE PUBLIQUE.....	18
15.1 Concession de droits sur les moyens mis à disposition du titulaire.....	18
15.2 Garantie de non éviction du titulaire.....	18
15.3 Restitution des moyens mis à disposition du titulaire.....	19
15.4 Revendication des tiers.....	19
Article 16 - DISPOSITIONS DIVERSES.....	19
16.1 Modifications du marché.....	19
16.2 Langue.....	20

16.3 Sous-traitance.....	20
16.4 Autres obligations administratives.....	20
16.5 Sanction en matière de travail dissimulé.....	21
16.6 Résiliation.....	21
16.7 Litiges et contentieux.....	22
Article 17 - DEROGATIONS AU CCAG.....	22
ANNEXE RGPD.....	23
CLAUSE n°1 - DÉFINITIONS RÉGLEMENTAIRES.....	24
CLAUSE n°2 - POLITIQUE DE CONFORMITÉ AU RGPD.....	26
CLAUSE n°3 - DESCRIPTION DES TRAITEMENTS FAISANT L'OBJET DES PRESTATIONS.....	27
CLAUSE n°4 - CONDITIONS DE TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL.....	28
CLAUSE n°5 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE A L'ÉGARD DES SOUS-TRAITANTS.....	29
CLAUSE n°6 - OBLIGATIONS DE LA PERSONNE PUBLIQUE A L'ÉGARD DU TITULAIRE.....	30
CLAUSE n°7 - REGISTRE ET DOCUMENTATION DES TRAITEMENTS.....	31
CLAUSE n°8 - SÉCURITÉ DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	32
CLAUSE n°9 – DEVOIR D'INFORMATION ET DEVOIR D'ALERTE.....	34
CLAUSE n°10 – NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	35
CLAUSE n°11 – DEVOIR DE COOPÉRATION.....	36
CLAUSE n°12- RESPONSABILITÉ.....	37
CLAUSE n°13 - SANCTIONS.....	38

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet la fourniture de prestations d'assistance relatives à l'urbanisation, l'architecture applicative et la sécurité du système d'information de la DGFIP.

Article 2 - ALLOTISSEMENT

La consultation comporte quatre lots :

- Lot 1 : Réalisation d'études d'urbanisation ou d'analyses ciblées de processus fonctionnel ou métier;
- Lot 2 : Réalisation d'instructions de dossiers d'architecture et d'études d'architecture fonctionnelle et/ou applicative sur des environnements classiques ou Cloud privé. Mises à jour des documents du cadre d'architecture
- Lot 3 : Réalisation d'analyses de risques d'applications et d'audits de sécurité, études de sécurité applicative;
- Lot 4 : Veille relative aux outils sécurité et prestations annexes.

Article 3 - PROCEDURE DE PASSATION

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2161-2 à 5 du code de la commande publique.

Article 4 - FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ

Ce marché est un accord-cadre à bons de commande au sens des articles L2125-1 et R2162-1 à R2162-6 du code de la commande publique.

Les marchés ne comportent pas de montant minimum.

Le montant maximum du lot 1, sur 48 mois, est fixé à 12 000 000 € TTC.

Le montant maximum du lot 2, sur 48 mois, est fixé à 30 000 000 € TTC.

Le montant maximum du lot 3, sur 48 mois, est fixé à 30 000 000 € TTC.

Le montant maximum du lot 4, sur 48 mois, est fixé à 6 000 000 € TTC

Les lots 2 et 3 sont multi-attributaires en "cascade", avec un maximum de 3 titulaires par lot.

Article 5 - PRISE D'EFFET ET DUREE DU MARCHÉ

Le marché prend effet :

- pour le lot 1 : le 12/06/2026 ou à la date de notification si elle est postérieure.
- pour le lot 2 : le 18/04/2026 ou à la date de notification si elle est postérieure.
- pour le lot 3 : le 15/11/2026 ou à la date de notification si elle est postérieure.
- pour le lot 4 : à la date de notification.

A compter de cette date de prise d'effet, il reste en vigueur pendant une durée de 24 mois.

Conformément à l'article R2112-4 du code de la commande publique, le marché est tacitement reconductible, deux fois maximum pour une période de douze (12) mois à la date anniversaire de sa prise d'effet. Le titulaire ne peut s'y opposer.

Sa durée maximale est de 48 mois.

Si la personne publique décide de ne pas reconduire le marché, elle notifie sa décision au titulaire

au minimum 1 mois avant la date anniversaire de la notification du marché.

La décision de non reconduction n'a pas à être motivée et ne donne lieu à aucune indemnisation du titulaire.

Les dispositions du présent CCAP s'appliquent à la période initiale et aux périodes de reconduction.

Article 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels constituant le présent marché sont énumérés par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement, signé électroniquement par le titulaire et par le représentant du pouvoir adjudicateur, et son annexe financière ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP n°DGFIP-DRS-2500030) du 07/11/2025) dont l'exemplaire conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP n°DGFIP-DRS-250030) du 07/11/2025, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux techniques de l'information et de la communication approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les avenants postérieurs à la notification du marché ;
- l'arrêté du 18 septembre 2018 portant approbation du cahier des clauses simplifiées de cybersécurité ;
- l'offre technique du titulaire.

Le marché constitué des pièces et documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des documents des parties. En cas de contradiction ou de différence entre les documents précités, ces documents prévalent dans l'ordre de priorité énuméré ci-dessus.

Article 7 - LIEU D'EXECUTION

Les prestations seront effectuées sur les sites de l'administration en Île-de-France, à Fontenay sous bois (94) pour le lot 1 et essentiellement à Noisy-le-Grand (93) ; pour le lot 3 une partie pourra être réalisée depuis l'ESI de Rennes. Pour le lot 4, les prestations seront effectuées soit sur le site de Noisy le Grand, soit à distance sous réserve d'autorisation expresse pour certaines prestations.

Les sites de réalisation de chaque prestation sont précisés dans les bons de commande.

Certaines prestations peuvent se dérouler dans les locaux du titulaire à la demande de l'administration dans les conditions précisées au CCTP.

Article 8 - GESTION DES INTERVENANTS

8.1 Conduite des prestations

Le titulaire a obligation d'affecter à l'exécution de chaque prestation commandée un ou plusieurs intervenant(s) qui correspond(ent) au(x) profil(s) précisé(s) dans le CCTP et proposés dans l'offre du titulaire selon le type de prestation dans les deux semaines. Si la personne publique juge que l'intervenant proposé par le titulaire ne correspond pas au profil proposé dans l'offre ou si la personne publique constate un niveau de qualité insatisfaisant, elle peut récuser l'intervenant dans les conditions de l'article 8.4 du présent CCAP.

Si ces personnes ne sont plus en mesure de remplir leur mission le titulaire doit en aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur par écrit (email, lettre recommandée) avec accusé réception et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des

prestations, en termes de délai de réalisation ou de qualité de service, ne s'en trouve pas compromise. Le titulaire devra assurer en interne le transfert de connaissance sur le projet et sur la prestation en cours. La période de recouvrement prise en charge par le titulaire doit être au moins de quatre semaines, soit 20 jours ouvrés. Cette situation ne pourra en aucun cas se traduire par une commande supplémentaire de prestations.

Le titulaire désigne un remplaçant et en communique le nom et les titres au pouvoir adjudicateur dans un délai maximum de 8 (huit) jours à compter de l'information de l'acheteur de l'indisponibilité de la personne. Le titulaire a obligation de proposer un ou des remplaçants correspondant aux profils exigés au CCTP et proposés dans l'offre technique du titulaire. Ce remplacement est subordonné à l'accord exprès du pouvoir adjudicateur. Le silence gardé par la personne publique dans un délai de quinze (15) jours à compter de la proposition du remplaçant vaut acceptation. En aucun cas, le remplacement d'une personne ne pourra justifier une commande supplémentaire d'unité d'oeuvre.

Tout manquement constaté par la personne publique aux conditions indiquées ci-dessus, et qui résulte de la faute exclusive du titulaire, entraîne automatiquement l'application des pénalités prévues à l'article 12 du présent CCAP.

8.2 Encadrement du personnel intervenant

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous égards, ses propres salariés au regard de la législation du travail, de la sécurité sociale, des congés payés et des déplacements. Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée des prestations est entièrement pris en charge par le titulaire.

Le titulaire est seul responsable de l'encadrement et de la direction de ses équipes dédiées à l'exécution des prestations du présent marché. Il informe à ce titre les prestataires dédiés à l'exécution des prestations des prescriptions fixées par le règlement intérieur de l'établissement où ils seront amenés à intervenir, en particulier, en ce qui concerne les règles d'hygiène et de sécurité. Il fixe seul les horaires de travail et les modalités de contrôle des prestations effectuées en s'assurant de leur compatibilité avec les règles internes spécifiques aux missions de la personne publique.

Conformément aux consignes du titulaire, les prestataires dédiés à l'exécution du marché se conforment au règlement intérieur édicté par la personne publique dans la limite des horaires et de la discipline fixée par la législation du travail. Dans le cas où l'exécution du marché rendrait indispensable la présence prolongée et régulière de certains prestataires, les contacts devant être nécessairement établis avec chacun d'entre eux seraient garantis par l'activation d'une adresse courriel distincte de la forme de celle utilisée par les agents de la personne publique.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement au respect des consignes de la part de son personnel. Le titulaire est responsable, dans les conditions du droit commun de la responsabilité délictuelle ou quasi délictuelle, des dommages corporels causés par son personnel ou par un contact direct avec l'ensemble de ses équipements, outils et câbles.

8.3 Documents relatifs aux intervenants

La personne publique se réserve la possibilité de demander au titulaire de bien vouloir produire des documents relatifs au profil de chaque intervenant ou intervenant remplaçant afin de vérifier la cohérence des compétences de la personne avec les exigences du CCTP et avec les profils proposés dans l'offre.

En cas de demande de la personne publique, le document sera produit sous huit jours auprès du responsable du projet et au plus tard dès le premier jour d'intervention du ou des intervenants suivant la demande. Le défaut de production ou l'inexactitude du document présenté pourra entraîner le nonaccès aux locaux, la récusation du personnel proposé en application du paragraphe 8.4 du présent CCAP et l'application des pénalités prévues à l'article 11 du présent CCAP.

Les personnels du titulaire sont astreints aux mêmes règles, relatives au secret, à la discrétion et au maintien de la confidentialité, que celles en vigueur pour les agents de l'Etat, concernant toutes informations, données ou renseignements communiqués par la personne publique ou dont ils auraient connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations objet du marché ou du fait de leur

présence dans les locaux de l'administration. L'obligation de confidentialité est également rappelée à l'article 9.6.3 du présent CCAP.

Cette obligation a un caractère absolu et n'a pas vocation à être limitée dans le temps et dans l'espace. Si la nature des prestations le justifie, le titulaire ou la personne publique fera signer aux intervenants une attestation de leur prise de connaissance de l'obligation de confidentialité spécifique au marché.

8.4 Récusation du personnel du titulaire

La personne publique dispose d'un droit de récusation des intervenants qui ne correspondraient pas au(x) profil(s) annoncé(s) dans l'offre initiale.

Préalablement au démarrage de la prestation et pendant toute la durée d'exécution de la prestation, la personne publique se réserve le droit de récuser à ce titre :

- ceux des intervenants qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution des prestations soit pour des motifs d'ordre professionnel liés aux résultats attendus soit pour des motifs liés aux conditions d'exécution des prestations, soit pour inadéquation constatée entre les profils proposés dans l'offre et le personnel pressenti. Le titulaire procédera alors au remplacement des personnels recusés, dans les conditions précisées au 8.1 du présent CCAP.
- ceux des intervenants proposés par le titulaire pour remplacer les intervenants principaux dont l'absence, le départ ou la défaillance ont été préalablement déclarés à la personne publique s'ils ne correspondent pas aux profils attendus au titre du CCTP et de l'offre du titulaire.

Sans préjudice de l'application des pénalités prévues à l'article 11 du présent CCAP, l'exercice à trois reprises de ce droit non suivi de proposition d'intervenant qui satisfasse aux exigences de la personne publique pourra donner lieu à la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Article 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 Délais et lieu d'exécution des prestations

Le délai d'exécution des prestations est fixé dans le CCTP et/ou dans le bon de commande. Il est variable en fonction des unités d'oeuvre commandées. La durée maximale d'exécution des bons de commande est fixée à neuf (9) mois.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire durant toute la période de validité du marché. L'exécution des bons de commande ne peut toutefois excéder la date d'échéance du marché de plus de (9) mois.

Le lieu d'exécution des prestations, soit dans les locaux de l'administration, soit dans les locaux du titulaire, est précisé dans les bons de commande. Il a été établi entre les deux parties préalablement à l'émission des bons de commande.

9.2 Emission des bons de commande

La personne publique adresse au titulaire des bons de commande comportant les indications suivantes :

- les coordonnées du service qui passe la commande ;
- le numéro CHORUS de la commande et une date ;
- le numéro CHORUS du présent marché ;
- l'objet de la prestation commandée ;
- le délai et le lieu d'exécution de la prestation ;
- les dates de livraison ou d'exécution de la prestation ;
- la nature des prestations ;
- le prix unitaire de chaque prestation ;

- le prix total HT et TTC de la commande ;
- l'adresse de facturation.

Le titulaire dispose d'un délai de cinq jours calendaires à compter de sa réception pour adresser à la personne publique ses remarques et observations sur les indications portées au bon de commande. La personne publique rédigera, le cas échéant, un bon de commande rectificatif qui annulera et remplacera le précédent. Passé ce délai, la commande est réputée acceptée.

9.3 Modalités de commande "en cascade"

9.3.1 Règles de fonctionnement générales :

Les bons de commande sont attribués aux titulaires en fonction de leur rang de classement selon la méthode dite « en cascade ». Cette méthode consiste à faire appel en priorité au titulaire le mieux-disant, classé en première position à l'issue de l'analyse des offres, dit « titulaire de rang 1 ».

Le nombre de titulaires est limité à 3 pour chacun des lots.

Cette modalité de commande s'applique aux lots 2 et 3 uniquement

Quand il envisage de passer commande d'une (de) prestation(s) du lot considéré, le bénéficiaire adresse systématiquement au titulaire de rang 1 une expression de besoin technique (EBT). Ce document est absolument distinct du formulaire Chorus « expression de besoin » (EB).

L'EBT précise les éléments suivants :

- description des travaux attendus ;
- calendrier prévisionnel d'exécution ;
- date-limite fixée pour la réponse du titulaire au bénéficiaire ;

L'EBT est adressée au titulaire de rang 1 au plus tard trois (3) semaines calendaires avant la date prévisionnelle du commencement d'exécution des prestations. La réduction de ce délai peut être concertée entre le bénéficiaire et le titulaire.

Au plus tard à la date-limite fixée par le bénéficiaire dans l'EBT, le titulaire de rang 1 confirme sans réserve bloquante sa capacité à exécuter intégralement les travaux décrits dans l'EBT (« capacité à faire ») en adressant, par tout moyen permettant de donner date et heure certaines, une proposition technique et financière.

La proposition technique et financière :

- confirme le calendrier prévisionnel d'exécution ;
- détaille les UO nécessaires (libellé, quantité, niveau de complexité) à l'exécution des travaux décrits dans l'EBT ;
- fixe le montant de la (des) prestation(s) sur la base exclusive des prix de l'annexe financière à l'acte d'engagement
- apporte toute information sur d'éventuelles modalités particulières d'exécution de la prestation.

Si le titulaire de rang 1 ne répond pas dans le délai prescrit, ou s'il émet des réserves bloquantes sur l'EBT, il est réputé ne pas disposer de la « capacité à faire ». Dans cette situation, le bénéficiaire renouvelle la procédure décrite ci-avant, en respectant pour la consultation des autres titulaires du lot, l'ordre de classement issu de l'analyse des offres, jusqu'à obtention d'une « capacité à faire ». Dans le cas où la DGFIP entend ne pas donner suite à une EBT, elle en informe expressément les titulaires, sans avoir à énoncer ses motifs. Cette information peut intervenir à tout moment du processus (avant ou après réception de la « capacité à faire »).

Aucune indemnité n'est due aux titulaires dans le cas où la DGFIP décide de ne pas donner suite à une EBT

9.3.2 Règle particulière (applicable au seul lot 3) :

Si la DGFIP détermine que le titulaire de rang 1 est en position de conflit d'intérêt (se trouvant dans la situation de contrôler sa propre prestation) sur une prestation objet du marché, il l'informe par écrit (courrier électronique) de son intention de s'adresser au titulaire suivant en motivant le conflit

d'intérêt. Le titulaire de rang 1 dispose d'un délai de 5 jours ouvrés pour présenter ses observations par écrit (courrier électronique). Si le titulaire suivant se trouve également dans une position de conflit d'intérêt, le bénéficiaire l'informe dans les mêmes conditions.

Si le titulaire de rang 1 détermine de lui même qu'il est en position de conflit d'intérêt sur une prestation objet d'une EBT, il doit informer la DGFIP de son impossibilité d'exécuter la prestation, dans les conditions mentionnées dans les règles générales.

Dans ces deux cas, la DGFIP émet alors une EBT au titulaire suivant dans l'ordre de classement.

9.3.3 Commande en cas de défaillance

La défaillance s'entend de toute situation dans laquelle un titulaire est dans l'incapacité d'assurer, dans les délais fixés et conformément aux stipulations de l'accord-cadre, tout ou partie de la (des) prestation(s) pour laquelle (lesquelles) un bon de commande lui a été notifié, que la (les) prestations ait (aient) fait ou non l'objet d'un commencement d'exécution.

Lorsque la DGFIP constate la défaillance d'un titulaire (de rang 1 ou de rang suivant), il lui adresse un courriel de mise en demeure. Le titulaire dispose alors de cinq (5) jours ouvrés à compter de la notification de la mise en demeure pour notifier à la DGFIP par courriel :

- soit sa capacité à pallier sa défaillance dans les délais fixés dans la mise en demeure, et les mesures prises dans ce sens ;

- soit son incapacité à exécuter la ou les prestations conformément à ses obligations contractuelles.

La mise en demeure est effectuée sans préjudice de la faculté de l'administration d'appliquer les pénalités dans les conditions fixées à l'article 12.1 du présent CCAP.

Le titulaire est réputé être en situation de défaillance confirmée si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- le titulaire n'a pas pallié à sa défaillance dans les délais fixés dans la mise en demeure ;

- le titulaire n'a apporté aucune réponse à la mise en demeure.

En cas de défaillance confirmée, la DGFIP réitère la procédure décrite ci-avant au bénéfice du titulaire de rang suivant et l'exécution de la totalité des prestations concernées fait l'objet d'un bon de commande notifié audit titulaire, sous réserve qu'il dispose de la « capacité à faire ».

En cas de défaillance successive de chaque titulaire, le titulaire s'étant vu attribuer le bon de commande initial est dans l'obligation d'exécuter la ou les prestation(s) dans les conditions prévues dans le présent accord-cadre, sous peine de se voir appliquer les pénalités fixées à l'article 12.1 du présent CCAP.

Le titulaire en état de défaillance confirmée ne peut en aucun cas se prévaloir d'indemnités liées à la commande.

9.4 Désignation d'un responsable du marché

Le titulaire doit désigner un responsable du marché, interlocuteur unique de la DGFIP, qui répondra de la bonne exécution des prestations dues par le titulaire au titre du présent marché. Cette personne ne pourra pas être remplacée pendant la durée d'intervention sauf cas de force majeure dûment justifié. En cas d'indisponibilité de cette personne, la personne publique peut par dérogation à l'article 47 du CCAG/TIC résilier le marché sans indemnisation du titulaire.

9.5 Bénéficiaires du marché

Le présent marché bénéficie aux services de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP).

9.6 Obligations du titulaire

9.6.1 Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde relative aux prestations objet du marché. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

9.6.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

9.6.3 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en oeuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

9.6.4 RGPD (Règlement Général relatif à la Protection des Données)

Le présent marché est soumis à la règlement européenne relative à la protection des données personnelles. Le titulaire prend connaissance de l'annexe au marché relative à la réglementation RGPD et s'engage à la respecter.

9.6.5 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

9.7 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en oeuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Article 10 - CLAUSES D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Cette clause est applicable aux lots 1, 2, 3 et 4 du présent Accord-Cadre

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

10.1 Les publics visés

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- Les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- Les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)

- Les personnes percevant une pension d'invalidité
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de Contrat d'engagement Jeunes (CEJ) ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)
- Les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »
- Les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- Les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- Les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- Les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

10.2 – Objectif d'insertion

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Lots	Nombre d'heures d'insertion sur la durée totale de l'accord-cadre
1. Réalisation d'études d'urbanisation ou d'analyses ciblées de processus fonctionnel ou métier	1000 heures par année de marché
2. Réalisation d'instructions de dossiers d'architecture et d'études d'architecture fonctionnelle et/ou applicative sur des environnements classiques ou Cloud privé. Mises à jour des documents du cadre d'architecture	3000 heures par année de marché
3. Réalisation d'analyses de risques d'applications et d'audits de sécurité, études de sécurité applicative	3000 heures par année de marché
4. Veille relative aux outils sécurité et prestations annexes	500 h par année de marché

Dans le cadre de la mise en œuvre de son obligation d'insertion, l'entreprise titulaire peut globaliser les objectifs d'insertion entre les différents lots dont il serait titulaire.

10.3 – Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion.

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en

œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage) les heures de formation seront comptabilisées au titre des heures d'insertion.

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

10.4 – Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Seynabou LO
Chargée de projets clauses sociales et Relations Entreprises
seynabou.lo@epec.paris
pole-clauses@epec.paris
06 30 95 40 68

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

10.5 Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article du CCAP relatif à la clause RGPD).

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur (drs-achat@dgfip.finances.gouv.fr) et aux destinataires suivants de l'EPEC :

beatrice.calvet@epec.paris

Copie à seynabou.lo@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 10.6 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

10.6 - Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de **100 euros** par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à **75 euros** par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

Article 11 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

11.1 Opérations de vérification

Les prestations réalisées sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues dans le marché. Les vérifications des prestations s'effectueront commande par commande.

Par dérogation à l'article 32 du CCAG-TIC, les opérations de vérification des prestations exécutées s'effectuent en une seule étape.

11.2 Décision après vérifications

La personne publique s'assure de la bonne exécution des prestations et vérifie les livrables prévus dans le CCTP. L'administration dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de la remise de ces livrables pour notifier sa décision, sauf mention contraire dans le bon de commande.

A compter de la date de remise des livrables, l'administration dispose du délai mentionné supra pour prononcer l'une des décisions prévues à l'article 34 du CCAG/TIC.

Si les opérations de vérification sont satisfaisantes, l'administration prononce la réception des livrables.

Dans le cas contraire, elle prend une décision d'ajournement, de réfaction de prix ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 33 du CCAG/TIC.

La décision de l'administration est formalisée par un procès-verbal de réception.

Article 12 - PÉNALITÉS

12.1 Pénalités pour retard dans le démarrage et/ou l'exécution des prestations

Après tout manquement à ses engagements de délais prévus au CCTP ou dans le(s) bon(s) de commande, soit dans le cadre du démarrage des prestations, soit dans le cadre du respect des délais contractuels lors de l'exécution des prestations, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité, dès lors que le retard constaté par la personne publique est imputable au titulaire.

Le calcul de cette pénalité est effectué par application de la formule suivante :

$P = (V * R) / 300$ dans laquelle :

P = Montant de la pénalité ;

V = valeur HT du bon de commande concerné par le retard ;

R = nombre de jours de retard.

12.2 Pénalité pour non respect des niveaux de service

cf. le tableau de l'article 1.10.2 du CCTP

12.3 Plafonnement, cumul et compensation des pénalités

Le plafonnement des pénalités est fixé à 20 % du montant HT des commandes adressées au titulaire pendant la période de validité en cours du marché.

Les pénalités sont également cumulables.

Elles pourront être réglées par imputation sur le paiement des prestations tel que le prévoit l'article 13.5.3 du présent CCAP.

Article 13 - REGIME FINANCIER

13.1 Forme et contenu des prix

Les prix mentionnés en annexe financière à l'acte d'engagement sont des prix hors taxes.

Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement les prestations, ainsi que tous les frais, notamment de transport, d'hébergement ou de déplacement du personnel du titulaire.

Les prix de règlement des prestations sont fermes sur 24 mois ; ils sont révisés à la date anniversaire des années 3 et 4 du marché par application de la formule suivante :

$P = P_o (0,40 + 0,60 (CPF\ 62.02 / CPF\ 62.02_o))$

dans laquelle :

P = prix actualisé hors TVA ;

P_o = prix de l'offre ;

CPF 62.02 = dernier indice trimestriel publié à la date de révision¹.

CPF 62.02_o = indice correspondant au trimestre anniversaire de la deuxième année du marché ou, si ce dernier n'est pas encore publié, au dernier indice précédent publié².

¹ Y compris indice non définitif

² Y compris indice non définitif

13.2 Application des taux de remise pour productivité

A chaque date anniversaire de la notification du marché, les taux de remise pour productivité définis à l'annexe financière de l'acte d'engagement seront appliqués aux prix du marché. Les taux de productivité indiqués à l'annexe financière s'appliquent uniquement aux années 3 et 4 du marché. Ces taux ne s'appliquent pas au lot 4.

13.3 Avances

Le titulaire peut bénéficier de l'avance prévue aux articles L2191-2 et L2191-3 de la commande publique.

13.4 Acomptes

Conformément aux articles L.2191-1 et L.2191-4 du code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du présent marché ouvre droit à perception d'un acompte.

La périodicité du versement des acomptes est fixée à trois mois.

Les opérations effectuées par le titulaire et qui donnent lieu à versement d'acomptes sont constatées par un écrit établi par l'acheteur ou vérifié et accepté par lui.

13.5 Modalités financières

13.5.1 Paiement des prestations

Les paiements seront effectués, par virement avec mandatement, selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG/TIC. Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours, conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

Le point de départ du délai global de paiement du titulaire correspond à la plus tardive de ces deux dates : date de réception de la facture ou du procès-verbal attestant du service fait. Afin de raccourcir le délai de paiement, le titulaire est invité à joindre à sa facture le procès verbal de réception émis par les services de la personne publique ;

Pour toute indemnité de résiliation versée au titulaire, le délai de paiement court à compter de la date à laquelle le montant de l'indemnité est arrêté.

13.5.2 Modalités de paiements des prestations

Le paiement des prestations réalisées est effectué par la personne publique dans les conditions suivantes.

Les prestations dont le délai d'exécution est inférieur ou égal à trois (3) mois font l'objet d'un règlement en une seule fois à compter de la date du procès-verbal de leur réception ;

Les prestations dont le délai d'exécution est supérieur à trois (3) mois mais inférieur ou égal à six (6) mois font l'objet d'un acompte de cinquante pour cent (50%) après exécution de la moitié des prestations de la commande. Le solde du montant est versé à compter de la date du procès-verbal de réception des prestations.

Les prestations dont le délai d'exécution est supérieur à six (6) mois mais inférieur ou égal à neuf (9) mois font l'objet d'un acompte de 35 % après trois et six mois d'exécution de la part correspondante des prestations de la commande. Le solde du montant est versé après réception des prestations.

13.5.3 Compensation

Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevable peuvent être réglées par compensation au

moyen de retenues sur les paiements à effectuer.

13.5.4 Retenue de garantie et cautionnement

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle ou solidaire.

13.5.5 Cession ou nantissement de créances

Le présent marché peut faire l'objet de cession ou nantissement de créances de la part du titulaire conformément aux dispositions des articles L2191-8 du code de la commande publique, exécuté selon les articles R2191-45 et suivants du même code.

Le fonctionnaire compétent pour fournir les renseignements énumérés aux articles R2191-60 et R2191-61 du code de la commande publique est désigné dans l'acte d'engagement.

13.5.6 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai global de trente (30) jours des sommes dues en principal emporte, de plein droit et sans autre formalité, versement d'intérêts moratoires et versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au profit :

- du titulaire du marché ;
- du sous-traitant du marché soumis au régime du paiement direct en vertu de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Les intérêts moratoires sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

Le défaut de paiement dans le délai global de trente (30) jours des sommes dues en principal fait bénéficier, de plein droit et sans autre formalité au titulaire du marché et au sous-traitant soumis au régime du paiement direct en vertu de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975, du versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante (40) euros. Le paiement de cette indemnité intervient dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

13.5.7 Modalités de facturation

13.5.7.1 Factures dématérialisées

Conformément à l'ordonnance du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les entreprises ont l'obligation de transmettre des factures électroniques à l'acheteur public.

Les factures dématérialisées seront transmises selon l'une des méthodes listées à l'article 14.5.7.2 du présent document. Le titulaire veillera à ce qu'y soient clairement mentionnés :

- les mentions prévues à l'article 242 nonies A de l'annexe II du CGI (Code Générale des Impôts) ;
- le numéro d'engagement juridique (n° de bon de commande Chorus) ;
- le code du service exécutant des demandes de paiement (service facturier) : ce code est mentionné sur les bons de commande (pour la DGFIP-DGSSI = FAC9470075).

Les factures comprennent :

- les références de la facture ;
- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est indiqué à l'acte d'engagement ;

- le numéro CHORUS et la date du présent marché ;
- le numéro CHORUS et la date du bon de commande ;
- les prestations exécutées ;
- le prix unitaire hors taxes ;
- le (ou les) taux de remise appliqué(s) le cas échéant ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le prix total hors taxes ;
- le prix toutes taxes comprises.

Afin de raccourcir le délai de paiement, le titulaire est invité à joindre à sa facture le procès-verbal correspondant de réception par les services de la personne publique ou à mentionner son numéro sur la facture.

L'absence d'une des mentions obligatoires sur la facture et/ou d'une des annexes nécessaires correspond à un cas de non-conformité de la facture, qui pourra entraîner son rejet.

En cas de rejet de la facture, celle-ci sera retournée au titulaire qui devra corriger les erreurs ou omissions relevées avant de renvoyer ladite facture au service facturier mentionné supra. Le délai légal de paiement sera suspendu jusqu'à la réception d'une facture complète et conforme, au sens de l'article 4 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

13.5.7.2 Dématérialisation

Les bons de commande et procès-verbaux de réception sont transmis au titulaire sous forme dématérialisée. Le titulaire doit fournir une adresse de messagerie électronique pérenne, de préférence non-nominative, à laquelle ces documents seront transmis.

Pour l'envoi de ses factures sous forme dématérialisée, le titulaire pourra utiliser :

- soit le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) qui permet une saisie des factures en ligne ou un dépôt au format pdf (cf. conditions d'utilisation sur le site) ;
- soit la procédure d'échange de données informatisées (EDI). Pour la mise en œuvre de cette procédure, le titulaire doit contacter l'AIFE.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> ; rubriques «aide» ou «en savoir plus».

13.5.7.3 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

13.5.7.4 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Article 14 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

14.1 Propriété des résultats découlant de la réalisation des prestations

Par dérogation à l'article 46 du CCAG/TIC, la cession de l'intégralité des droits de propriété intellectuelle portant sur les résultats du marché en particulier les droits patrimoniaux des droits d'auteur et des droits voisins, est consentie à la personne publique à titre exclusif pour le monde entier et pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle.

Les droits cédés comprennent notamment :

- le droit de reproduire ou de faire reproduire les résultats et, pour les logiciels et bases de données, leurs évolutions et mises à jour, sans limitation de nombre, en tout ou en partie, par tous moyens et procédés, sur tous supports et tous matériaux tant actuels que futurs, connus ou inconnus, et notamment sur support papier ou dérivé, plastique, numérique, magnétique, électronique ou informatique, par téléchargement, vidéogramme, CD-Rom, CD-I, DVD, disque, disquette, réseau ;
- le droit de représenter ou de faire représenter les résultats et, pour les logiciels et bases de données, leurs évolutions et mises à jour, par tout moyen de diffusion et de communication actuel ou futur, connu ou inconnu, notamment par tout réseau de télécommunication en ligne, tel que internet, intranet, réseau de télévision numérique, transmission par voie hertzienne, par satellite, par câble, wap, système télématique interactif, par téléchargement, télétransmission, réseaux de téléphonie avec ou sans fil ;
- le droit d'adapter, modifier, transformer, faire évoluer, en tout ou en partie, les résultats, le droit de corriger les logiciels, de les faire évoluer, de réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de les maintenir, de les décompiler, de les mixer, modifier, assembler, transcrire, arranger, numériser, porter sur toute configuration, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, utiliser les algorithmes à toutes fins, les transcrire en tout ou en partie, sous toute forme, modifiée, amputée, condensée, étendue, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, et ce sur tout support papier ou magnétique ou optique et notamment internet, disque, disquette, bande, CD-Rom, listing ;
- le droit de traduire ou de faire traduire les résultats, en tout ou en partie, en toute langue et, pour les logiciels, en tout langage de programmation, et de reproduire les résultats en résultant sur tout support, papier, magnétique, optique ou électronique, et notamment sur internet, disque, disquette, bande, CD-Rom, listing ;
- le droit de mettre sur le marché, de distribuer, commercialiser, diffuser les résultats, par tous moyens, y compris la location et le prêt, à titre gratuit ou onéreux ;
- le droit de faire tout usage et d'exploiter les résultats, pour les besoins de ses activités propres ou au bénéfice de tiers, à quelque titre que ce soit ;
- le droit de céder tout ou partie des droits cédés, et notamment de consentir à tout tiers tout contrat de reproduction, de distribution, de diffusion, de commercialisation, de fabrication, sous quelque forme, quelque support et quelque moyen que ce soit, à titre onéreux ou gratuit ; le droit d'autoriser ou d'interdire toute réutilisation/et ou toute extraction substantielle des contenus des bases de données.

La présente cession est effective à compter de la livraison des résultats sous condition de la réception des prestations.

Le prix de la cession est compris de façon forfaitaire et définitive dans les prix du marché.

Article 15 - DROITS CONCEDES A LA PERSONNE PUBLIQUE

15.1 Concession de droits sur les moyens mis à disposition du titulaire

Afin de permettre au titulaire d'exécuter toutes les prestations objet du marché, à cette seule fin et pendant la seule durée nécessaire, la personne publique concède, à titre gratuit et non exclusif, au titulaire tous les droits nécessaires à l'exécution desdites prestations, dont le droit d'utilisation, le droit de correction, d'adaptation, de modification et de reproduction des éléments fournis par la personne publique.

Les droits sont concédés pour la durée de réalisation des prestations faisant l'objet du présent marché.

La concession des droits vaut pour la France entière et pour tous types de supports notamment les supports papier, informatique et numérique.

15.2 Garantie de non éviction du titulaire

La personne publique contractante garantit le titulaire contre les revendications des tiers

concernant les droits de propriété intellectuelle, les procédés ou les méthodes dont elle lui impose l'emploi.

15.3 Restitution des moyens mis à disposition du titulaire

Le titulaire s'engage à restituer à la personne publique ou à tout tiers désigné par elle, l'intégralité des moyens mis à disposition pour exécuter les prestations :

- sur simple demande de l'Administration ;
- dès que les moyens ne sont plus strictement nécessaires à l'exécution des prestations ;
- en tout état de cause au plus tard à la date d'échéance du marché ou en cas de résiliation de celui-ci pour quelque cause que ce soit,

Le titulaire s'engage à ne conserver aucune copie des informations sous quelque forme et sur quelque support que ce soit.

Il remet à la personne publique l'attestation correspondant à l'ensemble des engagements souscrits et mis en œuvre au titre de la présente clause.

15.4 Revendication des tiers

Dès la première revendication d'un tiers contre le titulaire ou la personne publique contractante, ceux-ci doivent prendre toute mesure dépendant d'eux pour faire cesser le trouble et se prêter assistance mutuelle.

Dans ce cas, le titulaire assurera à ses frais la défense de la personne publique contractante et pourra librement choisir le meilleur moyen de faire cesser la contrefaçon (notamment en modifiant l'élément contrefaisant, en le remplaçant par un élément non contrefaisant ou en négociant les droits nécessaires).

En outre, il garantira la personne publique, à l'exception des réserves figurant à l'alinéa suivant, de toutes les condamnations, frais et dépens, qui pourraient être mis à sa charge par une décision de justice ayant autorité de la chose jugée.

Les garanties du titulaire en matière de contrefaçon définies au présent article ne s'appliquent pas lorsque la revendication est basée sur les progiciels tiers fournis au titre du présent marché (les éditeurs accordant leurs propres garanties à la personne publique), un élément fourni par la personne publique contractante et incorporé dans les livrables, une modification des livrables par la personne publique contractante sans l'accord du titulaire, la combinaison, assemblage ou utilisation de ces livrables avec des éléments non fournis par le titulaire ou l'utilisation de ces livrables dans des conditions différentes de celles recommandées par le titulaire.

Article 16 - DISPOSITIONS DIVERSES

16.1 Modifications du marché

Outre les cas prévus aux articles R2194-1 et suivants du code de la commande publique, le marché pourra être modifié par avenant dans les cas suivants :

- en cas de remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire résultant d'une cession du marché intervenant dans le cadre d'une cession conventionnelle, d'une cession partielle ou totale d'activités liée à une opération de rachat, fusion, acquisition ou d'insolvabilité, à la double condition que :
 - le nouveau titulaire remplisse les critères de sélection appliqués lors de la procédure de passation du présent marché ;
 - la cession du marché soit autorisée par le pouvoir adjudicateur.
- en cas de cession du marché par la DGFIP à toute entité publique reprenant tout ou partie des missions de la DGFIP, dès lors que ces missions s'appuient sur l'exécution du présent marché.

16.2 Langue

Les correspondances, réunions et discussions relatives au marché se dérouleront en français.

16.3 Sous-traitance

La sous-traitance est régie par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et les articles L2193-1 et suivants du code de la commande publique, exécutés selon les articles R2193-1 et suivants du même code. Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché sous réserve de l'acceptation préalable par la personne publique du sous-traitant proposé par le titulaire.

La non présentation d'un sous-traitant à la personne publique pour acceptation entraînera, sans mise en demeure préalable, l'application de pénalités d'un montant de 150 € HT par jour de retard à compter du début d'exécution des prestations par ce sous-traitant.

Le contrat de sous-traitance pourra être demandé par la personne publique.

16.4 Autres obligations administratives

16.4.1 Responsabilité et garantie

Les parties ne seront en aucun cas responsables des dommages indirects. Par dommages indirects, les parties conviennent d'entendre notamment les pertes de bénéfice, chiffre d'affaires, données ou usage de celles-ci, encourus par l'autre partie ou un tiers.

Sauf disposition contraire d'ordre public, la responsabilité pour dommages directs du titulaire au titre des présentes ne saurait excéder le montant exécuté du marché.

Cette limite ne s'applique pas aux dommages corporels (incluant le décès) et aux dommages aux biens matériels, mobiliers et immobiliers, pour lesquels le Titulaire est légalement responsable.

16.4.2 Arrêt des prestations

La personne publique se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations ayant donné lieu à un bon de commande, à tout moment, sans avoir à motiver sa décision. Cette décision est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal ou tout moyen permettant de donner date certaine à la réception, moyennant le respect d'un préavis de deux (2) semaines.

Cet arrêt n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire et ne vaut pas résiliation du marché. Seules les prestations effectivement accomplies ouvrent droit à règlement, selon les modalités décrites ci-dessous.

Le décompte de liquidation comprendra :

au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'avance ;
- le montant des pénalités ;

au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations reçues, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
- la valeur des prestations fournies éventuellement si la personne publique exige du titulaire la remise des prestations en cours d'exécution.

16.4.3 Lutte contre le travail détaché illégal

Les sous-traitants directs ou indirects déclarés et acceptés par la personne publique et toute entreprise de travail temporaire avec laquelle ces derniers contractent pour l'exécution des prestations objet du présent marché sont désignés ci-après « les intervenants ». Conformément à l'article L1262-4-1 du code du travail, tout détachement sur le territoire national d'un ou plusieurs salariés par une société établie hors de France et qui opère en qualité d'intervenant au marché devra être obligatoirement précédé de la remise à la personne publique des documents mentionnés aux articles R1263-12 et R1263-12-1 du code du travail, notamment la copie de la déclaration de détachement transmise, en langue française, à l'inspection du travail dans le ressort de laquelle s'effectuent les prestations. Cette obligation concerne également toutes les entreprises

de travail temporaire établies hors de France avec lesquelles le titulaire contracte pour exécuter les prestations du marché.

Le titulaire fournit à la personne publique tout élément d'information à sa disposition nécessaire à l'accomplissement par lui et par les intervenants des obligations de vigilance posées par la réglementation :

- décret n°2015-364 du 30 mars 2015 relatif à la lutte contre les fraudes au détachement de travailleurs et à la lutte contre le travail illégal ;
- décret n°2017-825 du 5 mai 2017 relatif au renforcement des règles visant à lutter contre les prestations de services internationales illégales en application de l'article 105 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016.

Il s'engage en particulier à transmettre les demandes de la personne publique à l'ensemble des intervenants et à la mettre en contact, si nécessaire, avec eux dès lors que ceux-ci sont établis hors de France et envisagent de détacher des salariés sur le territoire national pour y effectuer les prestations du marché.

À ce titre, il prend toutes les mesures nécessaires pour organiser :

- l'information des intervenants sur leurs obligations réglementaires en matière de lutte contre le travail détaché illégal et les sanctions applicables (articles L. 1263-4-1, L. 1263-5, L. 1264-1, L. 1264-3 et R. 1263-11-1 à R. 1263-11-6 du code du travail) ;
- la propre information de son personnel et celle de la personne publique sur les intervenants qui détachent et/ou envisagent de détacher des salariés sur le territoire national pour y exécuter le marché (nom, adresse, téléphone et mél des sociétés).

Conformément aux articles 50.1-c), 50.1-e) et 50.1-i) du CCAG-TIC, la personne publique se réserve le droit de résilier pour faute le marché sans indemnité.

16.5 Sanction en matière de travail dissimulé

S'il est établi que les formalités mises à la charge du titulaire en matière de lutte contre le travail dissimulé par dissimulation d'activité ou par dissimulation d'emploi salarié n'ont pas été remplies au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail et qu'après mise en demeure, le titulaire n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin aux irrégularités relevées dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, la personne publique, conformément aux dispositions de l'article L. 8222-6 du code du travail, se réserve la possibilité d'appliquer l'une des sanctions suivantes :

- Une pénalité égale à 10% du montant hors taxe des prestations effectivement payées au jour de l'expiration de la mise en demeure restée sans effet. Cette pénalité ne pourra toutefois excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail ;
- La résiliation du marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire, dans les conditions de l'article 54 du CCAG-TIC.

16.6 Résiliation

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG/TIC (articles 47 à 54) et dans le présent marché, la personne publique se réserve la possibilité de résilier le présent marché lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution de celui-ci, placé dans une situation ayant pour effet de l'exclure d'un marché public. La résiliation ne peut être prononcée lorsque le titulaire fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce, à condition qu'il ait informé sans délai la personne publique de son changement de situation.

En cas de non fourniture périodique des pièces énumérées à l'article R 324-4 du code du travail, la procédure de résiliation pour faute du titulaire, prévue à l'article 50 du CCAG-TIC, pourra être engagée.

En outre la personne publique se réserve la possibilité de résilier le présent marché à tout moment, sans avoir à motiver sa décision, avec un préavis de deux (2) mois.

La décision de résiliation ne peut intervenir qu'après que le titulaire a été informé par lettre recommandée de la décision envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de

quinze (15) jours ou de deux (2) mois si la décision a été prise sur le fondement de l'alinéa précédent.

16.7 Litiges et contentieux

16.7.1 Règlement amiable des différends.

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

16.7.2 Règlement contentieux des différends.

Conformément aux règles d'ordre public portant répartition des compétences entre les ordres de juridiction administratif et judiciaire, le Tribunal administratif de Montreuil est seul compétent pour connaître de tous les litiges entre les Parties concernant la validité, l'interprétation et l'exécution des clauses du présent marché par application du droit français.

Coordonnées :

Tribunal Administratif de Montreuil

7, rue Catherine Puig

93558 MONTREUIL cedex

Téléphone : 01.49.20.20.00 – Télécopie : 01.49.20.20.99

Mél : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

Article 17 - DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci après :

Articles du CCAG/TIC	Articles du présent CCAP
Articles 30 à 32 sur les opérations de vérification	Article 11.1 et 11.2
Article 50 sur les résiliations	Articles 9.4, 9.6.3 et 16.6
Article 14 sur les pénalités	Article 12
Article 46 sur la propriété des résultats	Article 15.1

**OBLIGATIONS RELATIVES A LA PROTECTION
DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

1.1. « Données à caractère personnel » : Toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

1.2. « Données à caractère non personnel » : Données qui ne sont pas des données à caractère personnel au sens du RGPD à savoir d'une part, les données qui, au départ, ne concernaient pas une personne physique identifiée ou identifiable et d'autre part, les données qui étaient initialement des données à caractère personnel, mais qui ont ensuite été rendues anonymes.

1.3. « Données mixtes » : Tout ensemble de données mixte comportant à la fois des données à caractère personnel et des données à caractère non personnel.

1.4. « Traitement » : Toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction.

1.5. « Personne publique » : Responsable de traitement consacré par la réglementation nationale et européenne relative à la protection des données à caractère personnel, c'est-à-dire la personne morale, l'autorité publique, le service ou tout autre organisme de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens d'un traitement et décide d'en collecter les données personnelles.

1.6. « Responsable du traitement » : Personne physique ou morale, autorité publique, service ou tout autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement ; lorsque les finalités et les moyens de ce traitement sont déterminés par le droit de l'Union ou le droit d'un État membre, le responsable du traitement peut être désigné ou les critères spécifiques applicables à sa désignation peuvent être prévus par le droit de l'Union ou d'un État membre. En spécifiant et en achetant les Services, la personne publique revêt la qualité de Responsable de Traitement

1.7. « Titulaire » : Personne physique ou morale, le service ou tout autre organisme distinct de la personne publique qui accède et traite des données à caractère personnel pour le compte de cette dernière sans avoir eu l'initiative de leur collecte. Il correspond également au sous-traitant tel qu'identifié par la réglementation nationale et européenne relative à la protection des données à caractère personnel.

1.8. « Sous-traitant » : Prestataire agréé par la personne publique pour exécuter une partie des prestations du marché dans le cadre d'un contrat de sous-traitance signé avec le titulaire du marché public. Ce prestataire est un sous-traitant direct (de niveau 1) ou un sous-traitant indirect (de niveau 2 et de niveaux inférieurs) du titulaire. Il correspond au sous-traitant consacré par la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel.

1.9. « Personne concernée » : Personne physique dont les données personnelles font l'objet d'un traitement dans le cadre des prestations du marc

hé.1.10. « Réglementation nationale et européenne sur la protection des données à caractère personnel » : Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, Règlement 2016/679/UE et Directive 2016/680/UE des 27 avril 2016 fixant les conditions d'utilisation des données à caractère personnel.

1.11. « Pseudonymisation » : Traitement qui garantit que des données à caractère personnel ne pourront plus être attribuées à une personne physique précise sans avoir recours à des informations supplémentaires conservées séparément et soumises à des mesures techniques et organisationnelles.

1.12. « Violation de données à caractère personnel » : Violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données personnelles transmises, conservées ou traitées ou l'accès non autorisé à de telles

données.

1.13. « Mesures techniques et organisationnelles » : Mesures destinées à protéger les données personnelles contre une destruction fortuite ou illicite, une perte fortuite, une altération, une divulgation ou un accès non autorisé, notamment lorsque le traitement suppose la transmission de données par réseau, et contre toute forme illicite de traitement.

2.1. Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

2.2. Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après dénommé le « RGPD »).

2.3. Les parties s'engagent également à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données mixtes et, en particulier, le Règlement (UE) 2018/1807 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 établissant un cadre applicable au libre flux des données à caractère non personnel dans l'Union européenne applicable depuis le 18 juin 2019 et les lignes directrices de la Commission européenne du 29 mai 2019 relatives au règlement applicable au libre flux des données à caractère non personnel dans l'Union européenne.

2.4. Lorsque les échanges intervenus dans le cadre du présent marché sont constitués d'un ensemble composite intégrant à la fois des données à caractère personnel et des données à caractère non personnel, le niveau de protection mis en œuvre doit tenir compte des prescriptions prévues par l'article 2.2 du Règlement 2018/1807 et par l'article 2.2 des lignes directrices de la Commission européenne du 29 mai 2019. En pareille situation, les conditions et les modalités d'utilisation des données à caractère non personnel et des données à caractère personnel de l'ensemble sont respectivement définies par le Règlement (UE) 2018/1807 pour les premières et par le Règlement (UE) 2016/679 pour les secondes. Lorsque les données à caractère non personnel et les données à caractère personnel sont inextricablement liées, les droits et obligations en matière de protection des données découlant du RGPD s'appliquent pleinement à l'intégralité de l'ensemble de données mixtes, même lorsque les données à caractère personnel ne représentent qu'une petite partie de l'ensemble de données.

2.5. Les Parties s'engagent également à respecter toute évolution de la législation ou de la réglementation française ou européenne qui impacterait en ce domaine les conditions d'exécution du marché.

CLAUSE n°3 - DESCRIPTION DES TRAITEMENTS FAISANT L'OBJET DES PRESTATIONS

3.1. Le Titulaire et ses Sous-traitants sont autorisés à traiter pour le compte de la personne publique les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les services prévus par les prestations du marché.

Les opérations réalisées sur demande de la personne publique par le Titulaire et ses Sous-traitants ont vocation à conférer à ces derniers un accès aux données à caractère personnel issu des traitements informatiques spécifiés à l'annexe « **cartographie RGPD** » du CCAP.

3.2. Ces opérations concernent les travaux d'urbanisation du SI, à la fois étude sur l'existant et ciblage pour les environnements métiers, les travaux relatifs à la mise en place des CAI (Comités d'Architecture Informatique) pour les projets informatiques du SI, à la fois technique et/ou applicatif et à la mise à jour de la documentation s'y référant, notamment le cadre d'architecture technique, aux homologations des applications du SI selon les méthodes et les qualifications validées par l'ANSSI, aux tests de sécurité applicative selon les 5 portées définies par l'ANSSI, et à la veille, mise en place, l'acquisition et le support des outils de sécurité.

3.3. Les prestations correspondantes prévues par le marché sont l'accès et la visualisation de données à travers les interfaces homme-machine (IHM), les bases de données et les fichiers de logs pour analyser les incidents et les anomalies, sur plate-forme de développement, recette, production.

3.4. Les caractéristiques des traitements de données personnelles impactés par le présent marché sont spécifiées à l'annexe « cartographie RGPD » du CCAP. Elles concernent le libellé des traitements, leurs finalités, les catégories de données à caractère personnel traitées et les catégories de personnes concernées.

3.5. La durée des opérations de traitement réalisées sur les données à caractère personnel par le Titulaire et ses Sous-traitants s'étend jusqu'au terme du marché, le cas échéant sa dénonciation, sans préjudice d'un éventuel renouvellement de ce dernier.

4.1. Le Titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui font l'objet du présent marché ;
- traiter les données conformément aux instructions documentées de la personne publique;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- édicter à son personnel des directives relatives à la mise en œuvre des mesures prévues par la réglementation nationale et européenne relative à la protection des données à caractère personnel et à la démonstration du respect de cette dernière. L'application par le Titulaire de codes de conduite ou de mécanisme de certification approuvés, voire d'indications données par un délégué à la protection des données peut servir à démontrer le respect des obligations incombant à la personne publique.

4.2. Au terme de la prestation de services relatifs au traitement des données à caractère personnel, le Titulaire s'engage au choix de la personne publique qui sera spécifié par écrit le moment venu à (i) détruire toutes les données à caractère personnel ou (ii) à les lui renvoyer. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire et des Sous-traitants. Le Titulaire et ses Sous-traitants justifient par écrit de la destruction.

4.3. En outre, tout transfert de données personnelles vers un pays tiers ou vers une organisation internationale situé(e) en dehors du territoire de l'Union européenne et/ou en dehors de l'Espace Economique Européen et qui ne bénéficie pas d'une décision d'adéquation rendue par la Commission Européenne ni d'une des autres garanties appropriées de protection des données personnelles prévues à l'article 46 du RGPD est interdit, sauf si le droit de l'Union ou le droit de l'État membre auquel il est soumis prévoit ce transfert pour des motifs importants d'intérêt public auquel cas le Titulaire en informe préalablement le responsable de traitement dans un délai raisonnable.

CLAUSE n°5 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE A L'ÉGARD DES SOUS-TRAITANTS

5.1. Le Titulaire peut faire appel à un ou plusieurs Sous-traitants pour mener des activités de traitement spécifiques.

5.2. Le Titulaire s'engage à ne pas recruter un autre Sous-traitant sans l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale, du responsable du traitement. Dans le cas d'une autorisation écrite générale, le Titulaire informe préalablement et par écrit la Personne publique de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement de Sous-traitants ultérieurs. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du Sous-traitant et les dates du marché public. Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le Titulaire doit présenter son Sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent.

5.3. Le Titulaire s'engage à respecter et à faire respecter par l'ensemble des Sous-traitants directs et indirects du marché ainsi qu'à leurs personnels respectifs les mêmes obligations en matière de protection de données à caractère personnel que celles fixées dans le présent marché, en particulier pour ce qui est de présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Pour ce faire, le Titulaire s'engage à insérer et à faire insérer dans les différents contrats de sous-traitance les clauses de protection des données à caractère personnel adoptées par la Commission européenne et/ou par la CNIL.

5.4. Si les Sous-traitants ne remplissent pas leurs obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution de ses obligations par ces derniers. Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations définies par le présent marché.

CLAUSE n°6 - OBLIGATIONS DE LA PERSONNE PUBLIQUE A L'ÉGARD DU TITULAIRE

La personne publique s'engage à :

- fournir au Titulaire les données visées à la clause n°3 des présentes ;
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Titulaire ;
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Titulaire ;
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire.

7.1. Registre des catégories d'activités de traitement

7.1.1. Le titulaire s'engage à tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de la personne publique en vue d'une mise à disposition de la CNIL sur demande de celle-ci.

7.1.2. Le registre se présente sous une forme écrite y compris électronique et comprend :

- le nom et les coordonnées de la personne publique pour le compte duquel il agit, du titulaire et des éventuels sous-traitants ;
- les noms et les coordonnées du délégué à la protection des données du titulaire ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte de la personne publique ;
- si possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins (i) la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel, (ii) des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement, (iii) des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique, (iv) une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées.

7.2. Documentation

Le titulaire met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

CLAUSE n°8 - SÉCURITÉ DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

8.1. Le Titulaire exécute, sous le contrôle de la personne publique, les prestations du marché en mettant en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées et en garantissant aux données à caractère personnel un niveau de sécurité adapté aux risques, compte tenu de l'état des connaissances disponibles et des coûts induits par le traitement des données.

8.2. Les mesures mises en œuvre à ce titre privilégient notamment (i) les techniques de pseudonymisation et de chiffrement des données à caractère personnel, (ii) les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement, (iii) les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique puis (iv) les mesures de sécurité prévues par ses codes de conduite, interne et/ou par toute certification si le Titulaire en dispose.

8.3. Il met en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement des données à caractère personnel.

8.4. Lors de l'évaluation du niveau de sécurité approprié, il est tenu compte en particulier des risques que présente le traitement, résultant notamment de la destruction, de la perte, de l'altération, de la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou de l'accès non autorisé à de telles données, de manière accidentelle ou illicite qui sont susceptibles d'entraîner des dommages physiques, matériels ou un préjudice moral. La personne publique et le Titulaire prennent des mesures afin de garantir que toute personne physique qui, pour l'exécution des prestations, accède à des données à caractère personnel, agit bien sous l'autorité de l'un d'entre eux.

8.5. Le Titulaire s'engage à utiliser et à faire utiliser par les Sous-traitants des moyens conformes à la politique générale de sécurité des systèmes d'information de l'État (circulaire du Premier ministre du 17 juillet 2014) et des ministères économiques et financiers (Arrêté du 1er août 2016), pour (i) garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes d'information, (ii) rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais adaptés en cas d'incident physique ou technique.

8.6. Conformément à la réglementation nationale et européenne relative à la protection des données à caractère personnel, le Titulaire s'engage à préserver et à faire préserver par les Sous-traitants la sécurité des informations et des données qui lui sont confiées en prenant toute mesure adaptée. Ces mesures visent à empêcher que les données à caractère personnel soient déformées, endommagées, ou que des tiers non autorisés y aient accès. Le Titulaire informera son personnel et sensibilisera les Sous-traitants qui pourraient intervenir pour son compte sur les obligations de sécurité informatique mises à leur charge.

8.7. Prestations en environnement IPV6

8.7.1. Le Titulaire et les Sous-traitants sont informés que la réalisation des prestations dans un environnement naissant IPV6 voire dans un environnement passerelle de transition IPv4/IPv6 est de nature à réduire la sécurité informatique du patrimoine logiciel et matériel de la personne publique :

- impacts sur les données et les traitements de la DGFIP exploités pour son compte ;
- impacts sur les flux informatiques échangés avec les partenaires de la personne publique ;
- impacts sur le dimensionnement des services support (maintenance, profils métier notamment).

8.7.2. A ce titre, chaque partie prend les mesures nécessaires et les précautions utiles pour renforcer la sécurité informatique des prestations et garantir la protection des données à caractère personnel au

regard (i) de la nature des données et des risques soulevés par leur traitement, (ii) des contraintes réglementaires imposant la prise en compte de normes techniques spécifiques.

8.8. Prestations adossées à des solutions de type cloud

Dans l'hypothèse où les prestations seraient exécutées au moyen de solutions en nuage (de type « cloud ») nécessaires à l'exercice des missions confiées, le Titulaire s'engage à héberger et à faire héberger les données de production mises à disposition par la personne publique en un lieu géographique relevant d'une législation qui assure un niveau de protection des données à caractère personnel au moins équivalent à celui assuré par la réglementation nationale et européenne.

CLAUSE n°9 – DEVOIR D'INFORMATION ET DEVOIR D'ALERTE

9.1. Le Titulaire s'engage à signaler et à faire signaler à la personne publique dans un délai inférieur à 5 jours calendaires tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution du marché.

9.2. Sécurité informatique

9.2.1. Le Titulaire s'engage à informer le responsable de traitement et à être informé par ses Sous-traitants de (i) tout incident de sécurité concernant les moyens informatiques utilisés au titre du marché (intrusion logique, altération malveillante, dégradation volontaire, infection par virus informatique, disparition de supports exploités sur les lieux d'exécution des prestations), (ii) tout événement affectant ou susceptible d'affecter la sécurité ou le fonctionnement des systèmes d'information d'importance vitale de la personne publique au sens des articles L. 1332-6-2 et R. 1332-41-10 du code de la défense nationale dès lors que ceux-ci sont concernés par l'exécution des prestations, (iii) toute évolution qui affecterait les conditions de traitement et d'exploitation des données à caractère personnel envisagées pour exécuter les prestations du marché.

9.2.2. A titre indicatif, sont concernés (i) les solutions de virtualisation de traitements lorsque les fonctionnalités mises en œuvre permettent de transférer des données entre des serveurs physiques implantés dans des pays dont l'un d'eux relève d'une réglementation qui ne garantit pas un niveau de protection des données à caractère personnel adéquat ou équivalent à celui prévu par la réglementation européenne (cas des migrations à chaud de machines virtuelles notamment), (ii) les déménagements de serveurs hébergeant des traitements et des données accédées et/ou exploitées pour le compte de la personne publique, (iii) les moyens d'accès et de transfert de données à caractère personnel (solutions d'authentification, protocoles d'échanges de données notamment).

9.2.3. Dans tous les cas, le Titulaire vérifie et s'engage à faire vérifier par ses Sous-traitants que l'environnement et les conditions d'exploitation des données à caractère personnel respectent les standards et les normes de sécurité informatiques validés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) et repris dans la politique générale de sécurité des systèmes d'information de l'État (circulaire du Premier ministre du 17 juillet 2014) et des ministères économiques et financiers (Arrêté du 1er août 2016).

9.3. Instruction contraire à la réglementation

9.3.1. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement.

9.3.2. Tout manquement constaté à ces obligations constitue une faute du Titulaire.

10.1. Notification des violations à la personne publique

10.1.1. Le Titulaire s'engage à notifier dans un délai de 48 heures à la personne publique toute violation de données à caractère personnel en rapport avec l'exécution des prestations après en avoir pris connaissance.

10.1.2. Cette notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel

10.1.3. Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

10.2. Notification des violations aux personnes concernées

10.2.1. Le responsable de traitement communique la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique. Le Titulaire lui apporte son assistance sur cette communication à la demande du responsable de traitement et compte tenu de la nature du traitement, des informations à la disposition du Titulaire et des compétences du Titulaire.

10.2.2. La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

10.3. Tout manquement constaté à ces obligations constitue une faute du Titulaire et/ou de ses Sous-traitants.

11.1. Le titulaire et la personne publique s'engagent à une coopération réciproque et loyale pour la bonne exécution des prestations et le traitement licite des données à caractère personnel qui en découle.

11.2. Désignation d'un Délégué à la Protection des Données

11.2.1. Le titulaire s'engage à désigner et à faire désigner par ses sous-traitants chacun pour ce qui les concerne un délégué à la protection des données (DPD).

11.2.2. Il en communique le nom et les coordonnées à la personne publique ainsi que toute modification afférente.

Le titulaire veille à ce que le DPD soit associé en temps utile, à toutes les questions relatives à la protection des données à caractère personnel que soulèverait l'exécution des prestations.

11.3. Audits des traitements par la personne publique

11.3.1. La personne publique se réserve la possibilité de tester, analyser et évaluer régulièrement, les mesures techniques, organisationnelles et de mise en conformité des process métiers afin de vérifier leur efficacité. Ces vérifications peuvent prendre la forme d'un audit sur place ou sur pièce.

11.3.2. Le titulaire s'engage à permettre la réalisation des audits décidés par la personne publique et d'y contribuer. Il s'engage à permettre le déroulement des contrôles que la CNIL pourrait effectuer sur place ou sur pièces sur les traitements de données personnelles mis en œuvre pour les prestations du marché.

11.4. Mise à disposition des informations requises par les institutions publiques

Sur demande de la personne publique, le titulaire lui communique toute précision (i) garantissant à la CNIL la régularité des traitements automatisés de données personnelles utilisés ou élaborés pour les besoins du marché et (ii) permettant de répondre aux questions parlementaires (éléments statistiques et volumétriques volumétrie de certaines catégories d'informations portant sur des données traitées dans les applications de la DGFIP notamment).

11.5. Intervention au titre des installations d'importance vitale de la personne publique

11.5.1. Sur demande de la personne publique, le titulaire l'assiste dans le cadre des procédures d'audit et de contrôle susceptibles d'être déployées dans les sites classés « points d'importance vitale » notamment.

11.5.2. Il apporte, à ce titre, et en tant que de besoin, toute information permettant à la personne publique, aux experts et aux membres de la commission de défense et de sécurité de vérifier et de constater que les mesures de protection mises en œuvre dans les installations d'importance vitale notamment, et applicables aux prestations de l'accord-cadre, ne contiennent pas de failles de sécurité évidentes.

11.6. Assistance demandée par la personne publique

Dans la limite des informations disponibles, le titulaire s'engage à assister la personne publique à sa demande et à obtenir de ses sous-traitants une assistance identique dans les cas suivants (i) donner suite, dans les délais requis, aux demandes et actions exercées à son encontre par les personnes concernées au titre de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, (ii) réaliser l'analyse d'impact relative à la protection des données et la consultation préalable de la CNIL, (iii) honorer son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées (droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition et de limitation du traitement).

CLAUSE n°12- RESPONSABILITÉ

12.1. Conformément aux dispositions de l'article 82 du RGPD toute personne physique ayant subi un dommage matériel ou moral du fait d'une violation de la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel notamment le RGPD et la LIL, a le droit d'obtenir du responsable du traitement ou du sous-traitant réparation du préjudice subi. Il est convenu que le Responsable de traitement ou le Sous-traitant et le cas échéant ses sous-traitants ultérieurs sont tenus responsables du dommage subi par la personne physique concernée à hauteur respective de leur part de responsabilité dans celui-ci.

12.2. Le Responsable de traitement, le Sous-traitant et le cas échéant, ses sous-traitants ultérieurs sont exonérés de responsabilité s'ils prouvent que le fait qui a provoqué le dommage qu'a subi la ou les personnes physiques concernées par le traitement, ne leur est nullement imputable.

CLAUSE n°13 - SANCTIONS

13.1. Tout manquement constaté et dûment établi aux obligations prévues par le présent marché pour protéger les données à caractère personnel, expose le Titulaire à la résiliation du marché à ses frais et risques conformément aux articles 42 et 46 du CCAG.

13.2. En cas de non-respect de l'obligation de sécurité informatique prévue au marché, la responsabilité du Titulaire peut être engagée sur la base de l'article 226-17 du code pénal.